

# En direct du CCE

22 OCTOBRE 2015

ERDF

NUMERO SPECIAL

## Soutien aux salariés d'Air France



La CGT se doit d'intervenir sur la situation et les événements des derniers jours à Air France.

En marge du CCE où la Direction de cette entreprise a annoncé brutalement cesser le dialogue avec les représentants du personnel et mettre en place un plan de suppressions de plus de 2900 emplois, les deux DRH de l'entreprise ont été pris à partie par quelques salariés.

La CGT condamne clairement toute violence. Elle a montré depuis toujours son sens des responsabilités en la matière. Pour autant, nous comprenons que de tels débordements soient possibles, d'autant plus que nous avons vécu nous aussi à ERDF des périodes de forte tension, par exemple lors du conflit de 2009.

L'attitude des directions, leur mépris et manque de considération parfois face à des êtres humains désém-

parés par des choix politiques iniques, qu'ils subissent de plein fouet et qui ont des conséquences dramatiques pour leur famille, engendre effectivement des crispations et des réactions parfois brutales.

C'est bien de cela dont il s'agit ici, comme à ERDF en 2009, et il faut donc remettre les responsabilités là où elles sont vraiment...Et prendre un peu de recul pour analyser les faits.

Que nous montrent ces événements ?

D'abord que manuel VALLS est plus proche de Thiers à Versailles que de Courbet sur la place Vendôme. Mais ce glissement idéologique d'une partie de la gauche française vers l'ultra libéralisme mondialisé et son asservissement aux « forces de l'argent », ce n'est pas un scoop.

Ces reniements, renoncements sur les valeurs et promesses non tenues, ex-

pliquent quand même le sentiment de dégoût de beaucoup de français, et on sait que l'absence d'alternative politique fragilise la démocratie et conduit à des tensions, voire des explosions.

Il en est de même dans les entreprises qui ne sont pas « hors du monde », et, si d'un côté nos élites et le patronat au premier chef versent des larmes de crocodile sur la faiblesse du syndicalisme français, ils font tout depuis des années pour le réduire en miette. Que voulez-vous, ces gens là n'aiment pas la contradiction et encore moins que les principes de la citoyenneté soient appliqués dans l'entreprise.

C'est pourquoi ledit Gouvernement et le MEDEF utilisent tous les artifices pour déconsidérer la CGT dans le grand public, et rêvent d'imposer le modèle du syndicalisme d'outre Rhin dont on nous rebat les oreilles dans

tous les médias, en oubliant que la réalité allemande est assez éloignée de l'image véhiculée.

Leur rêve ? Revenir à des syndicats corporatistes, catégoriels...brefs « modernes» comme ils disent, c'est-à-dire résignés aux compromis successifs qui rabetent chaque jour un peu plus les droits sociaux... Des compromis qui ressemblent de plus en plus à des capitulations, comme sur les retraites complémentaires, dernier exemple en date (malheureusement pas le seul).

La réalité, c'est que cet affaiblissement du syndicalisme, ou son affadissement, c'est la porte ouverte à la désorganisation du corps social, son éparpillement, à la perte de repères et de cohérences idéologiques...C'est donc potentiellement une porte ouverte vers des mouvements spontanés et extrémistes : ce sera l'effet boomerang assuré, une nouvelle version de l'arroseur-arrosé pour un patronat irresponsable.

Ensuite, cette affaire illustre le gouffre qui sépare le peuple et les « élites » en France. Chacun aura pu constater, au vu du traitement réservé aux salariés

d'Air France interpellés par la police, qu'une caste échappe en France au sort commun. Une caste dont les membres font régulière-

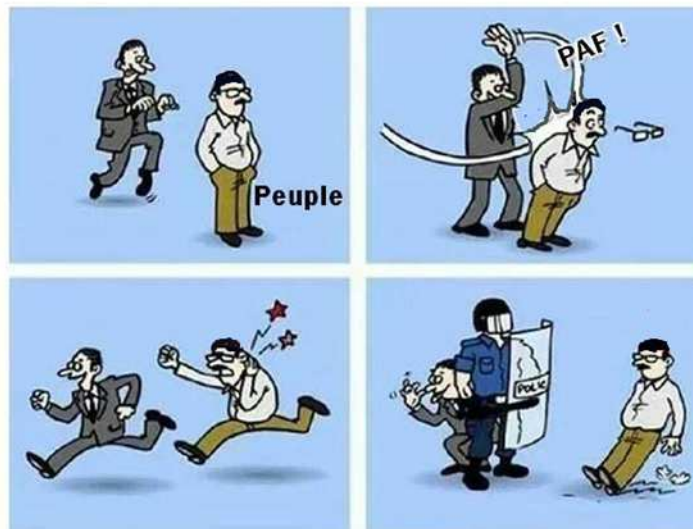
ment la une des journaux au gré des scandales politico-financiers. Ainsi, comme pour la violence, il y aurait une typologie de la délinquance, des graduations dans sa gravité et dans son acceptation sociale. Une délinquance dont le traitement serait différencié en fonction de l'origine de ses auteurs.

D'un côté, l'arrestation au petit matin, l'opprobre, des peines lourdes du même niveau qu'un trafiquant de drogue ou d'un auteur de violence familiale (ah, non, eux ils ont souvent moins)... De l'autre l'invitation à être entendu comme témoin assisté (pour faire simple...),

avec pour conclusion, en général, l'absence de condamnation et le retour en grâce.

Ce petit « entre soi » solidaire et souvent méprisant vis-à-vis de la multitude, associée à une rigidité des structures sociales actuelles, à une bien pensée érigée en norme morale qui disqualifie tout effort d'alternative sociétale, fait diablement penser à l'Ancien Régime.

Idem quant on voit que certaines origines et positions sociales exonèrent de toute difficultés matérielles durant une vie. Pas de risque de perdre son emploi pour ces gens là qui se casent et se recasent allégrement sans aucun lien avec leurs réelles compétences.



Qu'on regarde d'ailleurs la plupart des médias, ceux d'où sortent les DRH d'Air France...L'entretien par la collectivité de parasites qui en plus se permettent de s'ériger en donneurs de leçons ? L'Ancien Régime!

La même arrogance, la même violence, le même contrôle des populations soumises à une propagande féroce...L'emballage médiatique (et on sait qui sont les propriétaires des grands médias) sur cette affaire Air France est d'ailleurs sidérant : l'occasion est saisie de taper sur la CGT, de centrer le propos sur l'anecdote des chemises, de faire des DRH de cette entreprise des martyrs, de pointer du doigt les classes dangereuses. Pour ces dernières nous sommes surpris que le MEDEF et MACRON n'aient pas encore proposé de réinstaurer le Livret ouvrier.

Vous me direz qu'on n'est plus sous l'Ancien Régime en termes de références... Certes, mais le Consulat, après la réaction de Thermidor, ce n'est pas mal non plus...

Ceci dit, pour en revenir à

la situation n'est pas le fruit des circonstances, la faute à pas de chance. Celle qui veut qu'on était au mauvais endroit au mauvais moment. Non ! C'est d'abord la conséquence de choix politiques, d'un mode d'organisation de la société qui fait privilégier les intérêts d'une minorité contre la majorité. Au vu de leur responsabilité, Gouvernement et MEDEF essaient de retourner la question de l'accusation sur les victimes. Stratégie bien conduite, et qui trop souvent

chesses et de considération du droit des individus.

Au vu de cette responsabilité écrasante de nos classes dirigeantes, nous pouvons affirmer que la violence sociale dont ils sont les coupables est sans commune mesure avec quelques actes de désespoir ou de colère. Nous pouvons même nous étonner qu'il y ait si peu d'actes de cette nature. Maturité du peuple, résignation ou sourde colère latente mais qui n'attends qu'une étincelle pour flamber ? Nous ne saurions dire. En tout cas, on peut poser la question de l'existence d'une violence légitime, d'une forme de légitime défense dans certaines circonstances.

Quoiqu'il en soit, la disproportion des sanctions envisagées par rapport à la gravité des faits pour les salariés peut provoquer des réactions, elles-mêmes disproportionnées de la part de salariés traînés dans la boue, touchés dans leur dignité et qui peuvent, à un moment, considérer qu'ils n'ont plus rien à perdre...

Au vu de leur responsabilité, Gouvernement et MEDEF essaient de retourner la question de l'accusation sur les victimes. Stratégie bien conduite, et qui trop souvent



malheureusement marche ! Par contre, quand les bonnets rouges brûlent et sac-cagent, quand la FNSEA casse, on voit peu de réactions politiques, syndicales, médiatiques ou judiciaires... Mais il est vrai que ces organisations, derrière une feinte contestation, sont bien orientées politiquement et sont les zélés d'un modèle libéral et productiviste, qui ruine les territoires et tue l'emploi sur l'autel de leurs profits et subventions.

Il est donc essentiel de donner à tous les salariés les clés pour décrypter les faits, apprécier ce qui relève de la propagande et ce qui relève de la réalité. Cela passe par une prise de conscience, une juste appréciation du rôle de tous les ac-

teurs, de leurs objectifs. Cette réflexion est nécessaire pour « sortir la tête de l'eau ».

Durant l'Ancien Régime, les « Lumières » n'ont pas contribué à établir les bases d'une contestation et d'une remise en cause de l'ordre établi et des évidences imposées comme « indépassables » pendant des siècles ? D'où viendront les « Lumières » aujourd'hui, c'est difficile à dire et c'est l'histoire qui tranchera. Mais ce qui est certain, c'est que c'est bien la CGT qui porte la résistance des salariés, à l'injustice, au besoin d'un emploi pour que chacun garde sa dignité.

A ERDF nous ne sommes pas non plus en dehors du monde. La situation qui se tend dans la branche des

IEG, et dans le groupe EDF en particulier doit nous faire prendre conscience de cette évidence : nous pourrions demain subir nous aussi ce que subissent les salariés d'Air France...Rien n'est acquis définitivement.

Aux salariés de créer les conditions pour que le rapport de force reste le plus possible en leur faveur dans leur entreprise...Avec la CGT.

C'est pour toutes ces raisons que la CGT à ERDF apporte son soutien aux salariés d'Air France, à la CGT et à ses militants.

Nous demandons évidemment la levée de toutes les poursuites disciplinaires et judiciaires engagées.



L'info direct habituelle du CCE séance du 22 octobre vous parviendra dans les prochains jours

